

Partie IV: Directive pour la cueillette des plantes sauvages (extrait*)

Cahier des charges pour la production, la transformation et le commerce des produits Bourgeon

Liste des abréviations	6
Partie I Directives générales	10
Partie II Reconversion à l'agriculture biologique et principe de la globalité des entreprises agricoles	33
Partie III Directives pour la transformation et le commerce	142
Partie IV: Directive pour la cueillette des plantes sauvages	246
1 Définitions	246
2 Désignation	246
3 Annonce pour la certification Bourgeon	246
4 Zone de cueillette	246
5 La cueillette proprement dite	247
6 Transformation et stockage	247
7 Stabilité des biotopes et biodiversité	247
8 Procédure de contrôle	247
Partie V: Directives pour les importations	248

* Les numéros de pages se réfèrent à la version complète du Cahier des charges. Cette partie, qui est précédée d'un glossaire des abréviations, en représente un extrait.

Aide à la lecture de la nouvelle édition du Cahier des charges de Bio Suisse

Une directive séparée est composée de différentes parties sur un domaine thématique pour lesquelles différentes instances de la Fédération ont un pouvoir décisionnel:

- Les principes et objectifs d'une directive sont adoptés par l'Assemblée des délégués et sont marqués latéralement, en bordure du texte, par une barre verte.
- Les règlements qui viennent à la suite se basent sur les principes et ils règlent l'application technique. Les modifications des règlements sont soumises aux organisations membres et, si ces dernières ne font pas recours dans un délai de 60 jours, les modifications sont promulguées par le Comité. Dans le texte, les règlements ne sont pas signalés de manière particulière.
- Certains aspects sont accompagnés de dispositions d'application opérationnelles qui sont édictées et adaptées par les commissions de labellisation concernées. Elles sont indiquées latéralement, en bordure de texte, par une barre de hachures verticales.
- Finalement, les annexes contiennent des listes modifiables à court terme et des informations pratiques. Les responsabilités sont définies séparément, le Secrétariat en tient une liste récapitulative. Les annexes suivent directement le chapitre auquel elles se réfèrent. Elles sont désignées comme annexes et elles sont indiquées par une barre de hachures horizontales en bordure de texte.

Ce Cahier des charges ainsi que les documents complémentaires indiqués par un renvoi -> sont mis à disposition sous www.bio-suisse.ch (Cahier des charges & Règlements) et sous www.bioactualites.ch (La réglementation bio).

Liste des abréviations

▼	Ingrédient présentant un risque OGM: il faut une déclaration d'engagement à respecter l'exclusion des manipulations génétiques conforme à l'→ OBio et à l'→ OBio UE.
°	Aussi bien pour les preneurs de licence que pour la transformation fermière, l'utilisation de ce procédé ou produit doit être préalablement autorisée par le secrétariat de Bio Suisse.
Agridea	Centrales de vulgarisation agricoles agridea (anciennement LBL et SRVA)
ALP	Station de recherche Agroscope Liebefeld-Posieux ALP
Bio CH	Certifié bio aux normes de la Confédération Helvétique (→ OBio)
Bio UE	Certifié bio aux normes de l'Union Européenne (→ OBio UE)
CCE	Ancienne «Commission de certification des exploitations» de Bio Suisse, remplacée par la CLA
CCL	Ancienne «Commission de contrôle des licences» de Bio Suisse, remplacée par la CLTC
CDC	Cahier des charges pour la production, la transformation et le commerce des produits Bourgeon de Bio Suisse. A l'intérieur du CDC, les titres qui ont des numéros d'un ou deux chiffres sont appelés «chapitres» (p. ex. → pour le chap. 4.2) et ceux qui ont des numéros de trois ou quatre chiffres sont appelés «articles» (p. ex. art. 4.2.2). Dans les documents de la réglementation en dehors du Cahier des charges, les renvois au Cahier des charges sont complétés par la référence «CDC» ou «Cahier des charges».
CLA	Commission de labellisation agricole de Bio Suisse
CLI	Commission de labellisation des importations de Bio Suisse
CLTC	Commission de labellisation de la transformation et du commerce de Bio Suisse
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)
DFE	Département fédéral de l'économie [à partir du 1.1.2013 → DEFR]
DFI	Département fédéral de l'intérieur
dt	Décitonne (100 kg)
FiBL	Institut de recherche de l'agriculture biologique, 5070 Frick
ha	Hectare
HMF	Hydroxyméthylfurfural
IFOAM	International Federation of Organic Agriculture Movements
JP	Poulettes
Liste des intrants	Liste des intrants pour l'agriculture biologique en Suisse, éditée par l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL)
METAS	Office fédéral de métrologie et d'accréditation
MO	Matière organique
MS	Matière sèche
Non bio(logique)	non conforme à un standard biologique légal (c.-à-d. de production conventionnelle ou PI). On utilise librement la forme longue ou la forme abrégée. Souvent (p. ex. dans la déclaration des denrées alimentaires) on utilise seulement l'expression «conventionnel».
OAdd	Ordonnance sur les additifs (RS 817.022.31)
OBio OBio DFE	Ordonnance fédérale sur l'agriculture biologique (RS 910.18) et son annexe, l'Ordonnance du DFE [à partir du 1.1.2013 → DEFR] sur l'agriculture biologique (RS 910.181)

OBio UE	Règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092/91 (→ Bio UE)
OCest	Ordonnance sur les contributions d'estivage (RS 910.133)
ODAIUs	Ordonnance fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (RS 817.02)
OEaux	Ordonnance fédérale sur la protection des eaux (RS 814.201)
OÉtho	Ordonnance sur les programmes éthologiques (Ordonnance sur les éthoprogrammes du DFE [à partir du 1.1.2013 → DEFR], RS 910.132.4)
OFAG	Office fédéral de l'agriculture
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OGM	Organisme génétiquement modifié
OHyg	Ordonnance sur l'hygiène (RS 817.024.1)
OLAIA	Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux (RS 916.307.1)
OM	Organisation membre (de Bio Suisse)
OPAn	Ordonnance fédérale sur la protection des animaux (RS 455.1)
OPD	Ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture (Ordonnance sur les paiements directs, RS 910.13)
ORRChim	Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (RS 814.81)
OSEC	Ordonnance sur les substances étrangères et les composants (RS 817.021.23)
OTerm	l'Ordonnance sur la terminologie agricole et la reconnaissance des formes d'exploitation (Ordonnance sur la terminologie agricole, RS 910.91)
OVF	Office vétérinaire fédéral
PER	prestations écologiques requises (selon → OPD)
PI	Production intégrée
PP	Poules pondeuses
PV	Poids vif
PVC	Polychlorure de vinyle
SAU	Surface agricole utile
SCE	Surface de compensation écologique
SRPA	Programme SRPA sur les sorties régulières en plein air d'animaux de rente selon l'Ordonnance sur les éthoprogrammes, art. 4 (→ OÉtho)
SST	Programme SST sur les systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux selon l'Ordonnance sur les éthoprogrammes, art. 3 (→ v. OÉtho)
TE	Transplantations (transferts) d'embryons
UGBF	Unités de gros bétail fumure
UHT	Ultra High Temperature. Bref chauffage à très haute température du lait et des produits laitiers
UV	Ultraviolet (au-delà du violet): rayonnement invisible dont la longueur d'onde est comprise entre 1 et 380 nm
ZCE	Zone de climat extérieur

Toutes les lois et ordonnances fédérales peuvent être soit commandées à l'OFCL, Office fédéral des constructions et de la logistique (anciennement OFCIM), 3003 Berne, tél. 031 325 50 50, soit téléchargées depuis internet à l'adresse suivante: www.admin.ch/ch/f/rs/rs.html.

Partie IV: Directive pour la cueillette des plantes sauvages

La cueillette de plantes sauvages doit aussi respecter les principes et objectifs du Cahier des charges de Bio Suisses en tant que lignes directrices.

On entend ci-après par «plantes sauvages» des plantes et des champignons comestibles ainsi que leurs organes qui ont poussé librement et naturellement soit dans la nature, à ciel ouvert ou dans les forêts, soit sur des surfaces agricoles sans avoir été cultivées au sens agricole du terme. La cueillette de plantes sauvage est considérée comme une activité complémentaire à la production agricole.

La cueillette des plantes sauvages n'est pas soumise à une période de reconversion. Les produits peuvent être vendus avec le Bourgeon dès que la certification est confirmée.

Si le responsable de la cueillette n'est pas un producteur de Bourgeon, l'octroi du Bourgeon est subordonné à la conclusion d'un contrat de licence avec Bio Suisse. Le partenaire contractuel ne peut alors pas être en même temps le chef d'exploitation d'une exploitation agricole non bio.

1 Définitions

Les plantes sauvages cueillies sur des surfaces ayant reçu des soins agricoles sont des produits agricoles et non pas des plantes sauvages au sens où l'entend ce règlement. La reconnaissance des produits agricoles est soumise aux dispositions de la partie II et du chapitre 2 de la partie I du présent Cahier des charges.

2 Désignation

Les produits peuvent être vendus avec le Bourgeon dès que la certification est confirmée. La cueillette des plantes sauvages, aussi appelé «cueillette dans la nature» doit être déclarée expressément comme telle dans la dénomination des produits entièrement constitués de plantes sauvages et dans la liste des ingrédients des autres produits (p. ex. «cueillette certifiée dans la nature»).

3 Annonce pour la certification Bourgeon

Les demandes de certification de plantes sauvages peuvent être déposées n'importe quand.

Il faut présenter lors du contrôle une description complète de la région de cueillette (cf. point 4 de ce règlement), de la cueillette elle-même (cf. 5), du stockage et de la transformation (cf. 6), et il faut apporter la preuve de l'innocuité écologique de la cueillette (conservation de la stabilité des biotopes et de la biodiversité, cf. 7) et de la validité de la procédure de contrôle (cf. 8). Avant la conclusion du contrat, Bio Suisse vérifie que la demande est conforme au Cahier des charges.

Tous les cueilleurs ont l'interdiction de cueillir et/ou de stocker les mêmes espèces de plantes en parallèle en qualité bio et non bio. Lorsqu'elle est effectuée par des producteurs Bourgeon, la cueillette est contrôlée lors du contrôle normal de la ferme.

4 Zone de cueillette

La zone de cueillette et ses environs doivent être exempts de sources d'émissions toxiques.

Il faut documenter les données suivantes sur la zone de cueillette et les fournir pour le contrôle:

- conditions topographiques et pédoclimatiques de la région de cueillette;
- conditions de propriété et droits d'utilisation dans la région de cueillette;
- présence et importance d'éventuelles sources d'émissions polluantes dans la région de cueillette et ses environs;
- grandeur, situation géographique et délimitation de la région de cueillette;
- preuve que la région de cueillette n'a reçu aucun produit interdit en agriculture biologique au cours des trois dernières années. Normalement, une explication plausible complétée par une visite des lieux effectuée par le contrôleur suffit. En cas de doute, il faut présenter une attestation adéquate du ou des propriétaire(s) des surfaces, ou alors le contrôleur peut aussi exiger une analyse de résidus.

Ces données doivent être documentées à l'aide de plans parcellaires, de plans cadastraux ou de cartes géographiques dont l'échelle ne dépasse pas 1:50'000. Les plans doivent comporter les limites de la région de cueillette, les éventuelles sources d'émissions polluantes et l'emplacement des locaux de réception et de stockage. La cueillette dans des réserves naturelles est interdite.

5 La cueillette proprement dite

Il faut documenter les données suivantes sur la cueillette proprement dite et les fournir pour le contrôle:

- déroulement de la cueillette depuis la planification des récoltes jusqu'à la distribution en passant par le stockage de la transformation;
- rapport de cueillette (cueilleur, quantité, date);
- qualification et formation des cueilleurs (connaissance des prescriptions en vigueur, des limites de la zone de cueillette, technique de cueillette, intensité des récoltes, moments des cueillettes, etc.);
- identité des responsables de la cueillette;
- noms communs et latins des plantes sauvages récoltées.

Il faut en outre fournir les documents suivants sur la cueillette:

- patente de cueillette (si exigée par la loi);
- listes des cueilleurs.

Les cueilleurs doivent connaître les principes de la cueillette durable. Le responsable de la cueillette est responsable de l'information à ce sujet. La cueillette de plantes protégées est interdite.

6 Transformation et stockage

Il faut faire une description complète de la zone de cueillette, de l'activité de cueillette, du stockage et de la transformation. La transformation des plantes sauvages est soumise aux règlements dans la Partie III du présent Cahier des charges et spécialement aux exigences spécifiques du chapitre 4 «Fruits, légumes, plantes aromatiques, champignons et graines germées» qui en font partie.

Si les plantes sauvages sont transformées à façon par des tiers, le sous-traitant doit être contrôlé et certifié selon le présent Cahier des charges.

7 Stabilité des biotopes et biodiversité

La cueillette des plantes sauvages ne doit pas poser de problèmes écologiques. Elle est considérée comme écologiquement inoffensive si la stabilité des biotopes et la biodiversité ne sont pas menacées.

Cette innocuité écologique doit être évaluée individuellement de cas en cas. Pour permettre cette évaluation, il faut documenter les données suivantes sur la zone de cueillette et les fournir pour le contrôle:

- description complète de la région;
- parties des plantes récoltées (plantes entières, feuilles, fleurs, etc.);
- intensité des récoltes dans la région de cueillette;
- autres activités de cueillette dans la même région de cueillette.

Le contrôleur doit confirmer l'innocuité écologique de la cueillette. Il faut le cas échéant mandater un expert indépendant.

8 Procédure de contrôle

La région de cueillette ainsi que, le cas échéant, la transformation et le stockage, sont soumis par analogie aux procédures de contrôles définies par le chapitre 2 dans la Partie I de ce Cahier des charges.

Les documents mentionnés aux points 4 à 7 doivent être annexés au rapport de contrôle.

Vereinigung Schweizer Biolandbau-Organisationen
Association suisse des organisations d'agriculture biologique
Associazione svizzera delle organizzazioni per l'agricoltura biologica
Associaziun svizra da las organisaziuns d'agricoltura biologica

BIO SUISSE
Margarethenstrasse 87 . CH-4053 Basel
Tel. 061 385 96 10 . Fax 061 385 96 11
www.bio-suisse.ch . bio@bio-suisse.ch